



Zep ou l'humanité
dessinée.

4 — Lutter contre la spirale
de l'endettement

14 — Recouvrement:
« Cela devient de l'extorsion »

— Sommaire

Éditorial 3
L'endettement renforce le poids des inégalités _ Sophie Buchs

4–13 

Endettement

Lutter contre la spirale de l'endettement 4-7

Avoir des dettes n'est plus une exception. En 2024, face à la hausse du coût de la vie en Suisse, contracter un ou des crédits semble être la panacée jusqu'au plongeon. Caritas le constate au quotidien et aide les personnes concernées à s'en sortir.

C'est le printemps! 8

Commentaire de Corinne Jaquiéry - Rédactrice en chef.

Recette 8

Dosa_ crêpe du sud de l'Inde.

Zep: «Le dessin m'a ouvert au monde» 9-11

Sa main balance constamment entre le crayon et les cordes de guitare, mais le bédéiste genevois a conquis une notoriété internationale grâce à son alter ego dessiné: Titeuf.

Une mobilité sociale et durable 12

La Suisse doit concevoir une mobilité à la fois respectueuse du climat et abordable pour les personnes à faibles revenus.

Phanee de Pool 13

Irradiante de vie, la «slappeuse» biennoise qui vient de sortir son troisième album Algorythme a le sens du partage.

14–24

«Cela devient de l'extorsion» 14-15

En 2022, le Tribunal fédéral condamnait pénalement l'ancien administrateur d'une société de recouvrement pour des pratiques illicites. Éclaircissement sur ce cas et ces sociétés peu scrupuleuses.

Un refuge au calme pour le jeune Ramazan 16-19

Accompagnée par Caritas Genève, la famille Gregori et de Perrot héberge un jeune réfugié afghan depuis fin novembre, en toute simplicité.

Le bénévolat d'entreprise crée des liens 20-21

Journées Tri du cœur. Chaque année, Caritas Genève accueille des entreprises pour des journées de bénévolat offertes à leurs collaboratrices et collaborateurs.

Appels à votre soutien 22-23

Couverture: © Sedrik Nemeth

— Impressum

Caritas.mag - le magazine des Caritas de Suisse romande (Genève, Fribourg, Jura, Neuchâtel, Vaud) paraît deux fois par an.

Tirage global: 50'070 - Tirage Caritas Genève: 15'877 ex.

Responsable d'édition: Sophie Buchs - Directrice de Caritas Genève. Rédactrice en chef: Corinne Jaquiéry.

Rédaction: Sévane Haroutanian et Mario Togni, Photos: Sedrik Nemeth, Diana M Photography, Éric Roset, Jean-Michel Etchemaité. Corrections: Florence Marville.

Graphisme et mise en page: Fluide Communication, Givisiez. Impression: PCL Presses Centrales SA.

Caritas Genève - Rue de Carouge 53 - 1205 Genève. Téléphone: 022 708 04 44 - www.caritas-ge.ch - info@caritas-ge.ch.



L'endettement renforce le poids des inégalités

— Sophie Buchs - Directrice de Caritas Genève

Chères lectrices et chers lecteurs,

En 2020, l'OFS indiquait que près de 43% de la population suisse vivait dans un ménage avec au moins une dette.

Si une partie de la population est endettée par une hypothèque, une grande partie est endettée, voire surendettée, pour des raisons intrinsèques à notre système. Les chiffres montrent que 86% des personnes qui ont consulté un membre de Dettes Conseils Suisse en 2022 ont un revenu total inférieur au revenu médian suisse. Un salaire bas, un événement critique ou un manque de connaissance du système administratif complexe sont les causes premières du surendettement. La dette n'est donc pas que le résultat d'un accident ou d'une mauvaise gestion, comme on peut le penser, mais elle est un rouage d'une structure économique et normative permettant de maintenir des inégalités sociales.



© K-photogrAphy.ch

Il est bon de préciser que la majorité des dettes des personnes qui viennent nous consulter sont toujours dues aux impôts et aux primes d'assurance-maladie. Le coût de la vie en Suisse, en particulier du logement, est difficile à supporter pour celles et ceux qui ont un faible revenu. Ces personnes développent des stratégies économiques précaires qui, en cas de déstabilisation, peuvent vite engendrer des dettes.

À Caritas, nous accompagnons et soutenons les personnes endettées. Nous sommes témoins de l'emprisonnement qu'elles subissent quotidiennement en vivant sous le poids des dettes. Leur santé mentale et physique en est impactée, bien que cet aspect soit encore trop négligé. Il nous apparaît donc indispensable de repenser notre système normatif afin de mettre en place des mesures systémiques de prévention au surendettement.

Certains cantons, à l'instar des cantons de Vaud, Genève et Neuchâtel ont pris le problème à bras le corps pour en faire une politique publique. La Confédération examine également des changements de loi afin d'introduire l'impôt dans le calcul du minimum vital et de mettre en place une procédure de libération des dettes accessible aux personnes ayant un faible revenu. Récemment, une révision de la LAMal a libéré les jeunes adultes de l'obligation d'assumer les dettes contractées par leurs parents auprès de l'assurance-maladie.

Ces propositions sont positives et nous les soutenons pleinement. Elles constituent de petites avancées vers une considération du surendettement comme un problème sociétal et systémique, et non plus comme la seule responsabilité des individus.



Lutter contre la spirale de l'endettement

— Textes: Corinne Jaquiéry - Photos: Sedrik Nemeth

Avoir des dettes n'est plus une exception. En 2024, face à la hausse du coût de la vie en Suisse, contracter un ou des crédits semble être la panacée, jusqu'au plongeon. Caritas le constate au quotidien et aide les personnes concernées à s'en sortir.

Hausse de la prime d'assurance-maladie, du loyer, de l'électricité, de la nourriture, sans compter les frais de garde des enfants ou l'achat de vêtements; depuis deux ans en Suisse, la vie est devenue beaucoup plus difficile pour les personnes et familles vivant avec un petit ou moyen revenu. En 2023, les poursuites pour le non-paiement de factures ont augmenté d'environ 10%. Et en vingt ans, leur nombre a doublé.

«Il y a une tendance à la hausse du montant de l'endettement», explique Joëlle Renevey, assistante sociale, responsable du service de gestion de dettes et désendettement et membre du Comité de direction à Caritas Fribourg. Comme c'est le cas des autres Caritas de Suisse romande dans les cantons de Genève, Neuchâtel, Vaud et du Jura, l'aide au désendettement est une des prestations parmi les plus sollicitées de son organisation régionale.



Une progression alarmante

«Il y a vingt ans, le montant moyen des dettes des personnes qui venaient nous demander conseil oscillait entre 20'000 et 30'000 fr. Aujourd'hui, il n'est pas rare qu'il atteigne 85'000 fr. Ce qui complique notre travail, c'est qu'il y a aussi beaucoup plus de créanciers par situation. Ils sont également devenus plus durs à la négociation. On pouvait autrefois proposer la moitié de la dette pour solde de tout compte et un grand nombre de créanciers l'acceptaient. Maintenant, c'est de moins en moins le cas», note Joëlle Renevey qui précise: «Les cartes de crédit sont problématiques quand elles deviennent le moyen de se nourrir. Quand on n'a plus d'argent pour faire ses courses, c'est pratique d'utiliser une carte de crédit, alors qu'on a des arrangements de paiement partout ailleurs avec son propriétaire, son dentiste, son assurance-maladie ou ses impôts. Tant qu'on n'est pas encore identifié comme mauvais payeur, on peut toujours prendre d'autres cartes de crédit jusqu'à des montants pour nous incompréhensibles.»

Hans, 51 ans, employé de commerce_

«À 21 ans, j'ai dû m'endetter pour reprendre la ferme de mes parents. À 35 ans, j'ai divorcé. J'ai commencé à négliger mes obligations administratives. Je ne remplissais plus ma déclaration d'impôts. Les premières poursuites sont arrivées, puis les premiers actes de défaut de biens. Un accident m'a contraint à abandonner ma ferme. J'ai reçu une rente AI. Plus tard, en accord avec la SUVA, elle m'a financé une reconversion professionnelle que j'ai terminée avec succès en été 2023 et j'ai pu assainir mes dettes grâce au soutien de Caritas Fribourg.»

Joëlle Renevey, responsable du service de gestion de dettes et désendettement et membre du Comité de direction à Caritas Fribourg.

Suite en page 6.

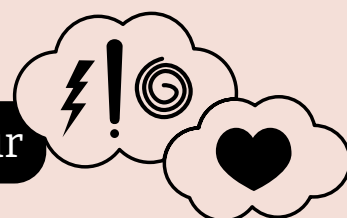




*Un billet dans
son porte-
monnaie peut
s'apparenter
à une bouée
de sauvetage
dans une mer
déchaînée...*

Extrait du livre
Basse naissance
de Kerry Hudson

Billet d'humeur



SQUID GAME

— Texte: Coline de Senarclens

Par moments, on a l'impression de vivre dans une société dystopique, et c'est le cas quand on regarde la gestion politique, et, n'ayons pas peur des mots, l'organisation du surendettement en Suisse. Comment imaginer que dans un pays riche comme le nôtre, plus d'un demi-million de personnes sont concernées par le surendettement? Eh bien, c'est simple: c'est le produit d'une idéologie et de choix politiques.

Des sociétés de recouvrement en roue libre, une justice mal équipée, un système permettant aux créanciers de faire ce qu'ils veulent, des banques qui prêtent illégalement à des gens incapables de rembourser... et un Conseil fédéral qui renvoie la responsabilité de tout ça à l'individu.

Le pauvre, le surendetté, c'est celui qui gère mal son argent. La doxa de la responsabilité individuelle, quand bien même elle expose David à un Goliath aux super pouvoirs, on n'y touche pas.

Des abus? Vous n'avez qu'à vous opposer aux poursuites abusives – à vos frais, bien entendu. Vous n'avez pas les moyens parce que vous êtes surendetté? C'est que vous êtes mal organisé. Si vous prévoyiez d'être pauvre, fallait être riche, parce qu'être pauvre, en Suisse, ça coûte cher.

Et ça rapporte! Les sociétés de recouvrement géraient 9 milliards de créances en 2017, et bien qu'elles ne soient pas très transparentes sur leurs bénéficiaires, ça semble assez juteux. La fabrication des pauvres, c'est un bon marché.

Un demi-million de personnes dans la broyeuse du surendettement, mais pas beaucoup sous la Coupole, alors on ne change rien. Le racket continue. C'est Squid Game, et ça se passe chez nous. ■■■



Selon la conseillère en désendettement fribourgeoise, la loi sur le crédit à la consommation n'est pas toujours bien respectée, même des banques qui ont pignon sur rue. C'est pour cela qu'elle conteste régulièrement des décisions de prêt lors de la constitution d'un plan de désendettement. «Beaucoup de personnes prennent un crédit pour payer leurs dettes et ça, c'est vraiment ce qu'il ne faut pas faire. Les taux d'intérêt sont très conséquents et dès qu'on manque une mensualité, le surendettement peut rapidement s'aggraver.»

Préconisé en trois ans, un plan de désendettement doit s'appuyer sur le revenu d'une personne capable d'assumer les remboursements tout en gardant une vie décente et un minimum de motivation à travailler pour payer ses dettes. Ce ne sont pas forcément des personnes parmi les plus précaires qui se retrouvent surendettées, mais celles qui bénéficient de revenus moyens à supérieurs. Pour elles, les causes de surendettement sont souvent dues à des événements marquant dramatiquement un parcours vie, comme un divorce, un accident grave ou une maladie.

Loris, 33 ans, chauffeur poids lourd_

«J'ai quitté l'école sans diplôme. Je travaillais pour voyager. Au fil des ans, je trouvais de moins en moins de boulot. J'ai regretté mon manque de formation. Le peu d'argent que je gagnais, je voulais en profiter. J'ai laissé de côté impôts et assurance-maladie. Je me suis beaucoup endetté. Je me suis promis que dès que j'aurais un travail régulier, je rembourserais mes dettes. Le jour où j'ai signé mon contrat, j'ai commencé à le faire. Aujourd'hui, je n'ai plus de dettes grâce au plan de désendettement de Caritas.»

Le poids des obligations légales

En Suisse, environ 690'000 personnes, soit 8,1% de la population, vivent dans un ménage ayant plusieurs arriérés de paiement. Selon l'Office fédéral de la statistique (OFS), ce sont les personnes à faible revenu, les familles monoparentales, les familles nombreuses et les personnes issues de l'immigration qui sont plus souvent touchées que la moyenne.

Pour Caroline Henchoz, sociologue et professeure à la Haute École de Travail Social de Lausanne (HETSL), spécialiste des questions d'argent et qui mène actuellement une étude sur les liens entre endettement et santé en Suisse dont la sortie est prévue cet automne, il y a un défaut d'information sur notre système, que cela soit à l'école pour les plus jeunes ou à leur arrivée pour les migrants. «Ce qu'on voit, c'est que les personnes migrantes ou les jeunes ne sont pas forcément fami-

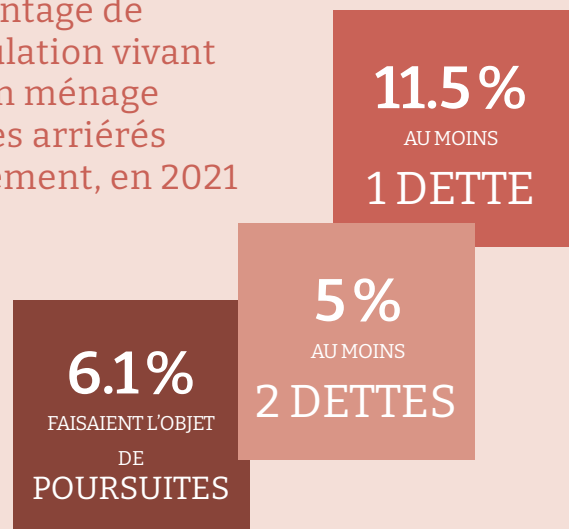
liarisés à ce que cela implique de devenir citoyen ou citoyenne suisse à part entière et conscients qu'il y a des charges à payer. Ils l'apprennent sur le tas, souvent quand ils reçoivent des rappels. Ensuite, cela prend du temps pour qu'ils mettent en œuvre certaines procédures pour essayer de régler leurs factures. Et parfois, c'est déjà trop tard...»

Kevin, 28 ans, informaticien_

« Mon premier crédit, c'était 8000 fr. pour payer mes impôts. J'avais 22 ans. Je gagnais bien ma vie, mais je dépensais tout, notamment pour jouer en ligne. Je rembourse encore aujourd'hui. Il faut demander de l'aide à ses proches avant de s'endetter auprès des banques de petits crédits qui exigent d'énormes intérêts si vous ne parvenez pas à rembourser à l'échéance. À l'école, il faudrait des cours pour la gestion de nos finances comme Caritas le fait.»

En 2021, les dettes fiscales comptaient parmi les arriérés de paiement les plus fréquents: 5,8% de la population a un arriéré d'impôt. Par ailleurs, 4,8% de la population vit dans un ménage ayant au moins un arriéré sur les primes d'assurance-maladie. Les arriérés de paiement sont en revanche assez rares pour le loyer et les intérêts hypothécaires (2,9% de la population). «Au fond, ce qui est vraiment étonnant, c'est que ce sont les dettes d'État qui pèsent le plus sur la santé des ménages suisses. Gérer ses dettes prend beaucoup de temps. Or avec une santé dégradée, il devient plus difficile de le faire, ce qui peut mener à une aggravation de la situation financière des personnes concernées», relève Caroline Henchoz qui considère que les personnes endettées sont globalement en moins bonne santé physique et mentale que la population générale, d'où encore des coûts supplémentaires à envisager.

Pourcentage de la population vivant dans un ménage avec des arriérés de paiement, en 2021



Robert, 50 ans, employé communal_

7

«Je suis tombé dans les dettes quand nous avons eu un enfant. Les deux personnes qui devaient le garder pendant que ma femme travaillait se sont désistées dix jours avant qu'elle ne recommence. Elle a dû lâcher son travail pour s'occuper du bébé. C'était le début de l'enfer. Ma seule solution pour que ma famille mange, c'étaient les cartes de crédit dans les magasins. Les impôts sont devenus un trou noir. Plus de quinze ans plus tard, je rembourse encore mes dettes. Si tout va bien, je devrais avoir fini dans une année et demi! »



La chance de pouvoir se désendetter

Heureusement, il semble qu'une lueur d'espoir ait été allumée ce printemps. Le calcul du minimum vital dans la loi sur les poursuites doit intégrer les impôts courants des personnes endettées afin d'éviter la création de nouvelles dettes. Le Conseil des États vient d'adopter tacitement une motion de commission allant dans ce sens.

De plus, l'effacement des dettes pourrait devenir possible pour les personnes lourdement endettées. «Pour la plupart d'entre elles, les procédures d'assainissement existantes ne permettent pas de se désendetter», indique Pascal Pfister, secrétaire général de Dettes Conseils Suisse. «Elles sont endettées à vie. C'est un grand gaspillage de leur potentiel. C'est pourquoi il est urgent de mettre en place un système qui leur permette de prendre un nouveau départ. Le Conseil fédé-

ral souhaite introduire une procédure aux conditions d'accès strictes qui permettrait l'effacement des dettes à l'instar de ce qui se fait en Autriche et en Allemagne. Sous certaines conditions, le créancier serait obligé d'accepter une réduction de la dette. Le débiteur serait saisi pendant quatre ans et ne recevrait que le minimum vital, afin de rembourser le créancier. Passé ce délai, la dette restante serait effacée.»

Le mot de la fin revient à Céline Vara, présidente de Dettes Conseils Suisse, membre de la Commission des affaires juridiques du Conseil des États qui se réjouit. «La prise en considération des impôts dans le calcul du minimum vital est non seulement sensée, mais elle représente surtout la clé de voûte du désendettement et permettra aux débiteurs et débitrices de mener une vie décente en honorant leurs dettes tout en visant un désendettement durable. Je peux le dire haut et fort: le désendettement profite pleinement à la société, à l'économie et à la santé!» ■



Fact Checking



C'EST FAUX!

Les jeunes d'aujourd'hui sont sans limites. Elles et ils dépensent excessivement pour jouer en ligne, s'acheter des vêtements, des jeux vidéo ou des gadgets. Elles et ils contractent une multitude de petits crédits, s'endettent et se surendettent par négligence.



0800 708 708
SOS
info dettes
Consultation
téléphonique gratuite
de Caritas



C'EST VRAI!

Les jeunes ont des dettes parce que leurs parents sont pauvres et qu'ils n'ont pas eu les moyens de les aider à entrer dans la vie active. Ces jeunes ont souvent une méconnaissance des factures incontournables à régler comme les impôts ou l'assurance maladie. Elles et ils sont surexposés à une consommation facilitée pour valoriser leur statut social. Il y a une forme d'acharnement de l'État à exiger un remboursement des dettes quels que soient les conditions financières et le contexte dans lequel vivent ces jeunes. Une raison supplémentaire de s'endetter encore plus. ■



La recette
savoureuse et bon marché

Dosa

— Par Joël Bovey, diététicien

Crêpe du sud de l'Inde.

Ingrédients_ Pour 4 personnes

Pesto

- 300 g de feuilles vertes_ épinard, ortie, persil...
- 100 g de graines_ amande, coco, tournesol...
- Un peu d'huile et des épices_ cumin, curcuma...

Dosa

- 400 g de lentilles (jaunes ou orange)
- 800 g d'eau
- Des épices et/ou légumes

1. Mixer ensemble tous les ingrédients du pesto.
2. Rincer les lentilles puis les mixer avec l'eau et les épices pour obtenir une « pâte à crêpes ». Ajouter de l'eau selon la texture souhaitée.
3. Verser une partie de la pâte sur une poêle chaude. Étaler à l'aide d'une spatule pour obtenir une surface lisse et fine. Cuire des deux côtés environ 2 minutes.
4. Servir avec le pesto, de la salade et/ou des restes.



C'est le printemps !

— Commentaire : Corinne Jaquiéry
- Rédactrice en chef

Plus moderne, plus claire, plus aérée, mais aussi plus ludique, la nouvelle mise en page du magazine que vous tenez dans vos mains a été élaborée pour vous faciliter l'accès à son contenu. Pensés pour vous alerter sur les réalités de la précarité, les articles qu'il expose définissent nos valeurs et la raison d'être de nos différentes actions.

Notre nouvelle maquette a été conçue par Fluide communication. Son graphisme veut vous donner la possibilité de picorer des informations là où vous en avez envie: ici quelques chiffres, là un témoignage, là encore un reportage.

Avec ses nouvelles rubriques - Billet d'humeur, Fact Checking (vrai ou faux), Recette de cuisine - des éléments graphiques originaux comme des pictogrammes attirent votre regard invitant à suivre le fil qui se tisse entre les sujets. Les articles vous permettent d'approfondir vos connaissances sur la thématique centrale, souvent complexe, que nous abordons semestriellement.

Ce numéro est consacré aux dangers de l'endettement. Une problématique en augmentation malgré l'espoir d'une loi fédérale qui freinerait son emprise. Autrices et auteurs vous en expliquent les ressorts.

Avec des pages communes à toutes les régions dans sa première moitié et des pages régionales - Jura, Fribourg, Genève, Neuchâtel, Vaud - dans sa deuxième moitié, Caritas.mag souhaite répondre aux questions que vous pourriez vous poser sur nos activités.

Enfin, ses codes QR vous offrent l'opportunité d'aller voir plus loin sur internet ou par l'entremise de vidéos. Contemporaine, attrayante et fonctionnelle, cette nouvelle mouture de Caritas.mag vous propose une expérience de lecture enrichissante qui nous l'espérons vous séduira. ■■■

Zep: « Le dessin m'a ouvert au monde »

— Propos recueillis par Corinne Jaquiéry - Photos: Sedrik Nemeth

Sa main balance constamment entre le crayon et les cordes de guitare, mais le bédéiste genevois a conquis une notoriété internationale grâce à son alter ego dessiné: Titeuf.



Depuis plus de trente ans, un drôle de petit garçon à la mèche rebelle est le héros d'une cour de récréation imaginaire devenue par extension celle de milliers d'enfants dans le monde.

Titeuf, né sous le crayon de Philippe Chappuis, dit Zep (cf. *Led Zeppelin*), pose un regard naïf et curieux sur la société et ses travers, du plus noir au plus rose. Sa liberté d'être se confronte à des thématiques comme le chômage, le sida, la bagarre, les personnes réfugiées... et surtout le zizi, ce qui suscite des débats jusque dans les plus hautes sphères, d'Élisabeth Badinter à Bolsonaro.

Multi-talents, Zep, 57 ans, expose aussi des questions existentielles et environnementales dans de magnifiques romans graphiques et se mue en guitar hero au sein de son groupe *Woohoo*, formé avec sa compagne, la chanteuse Valérie Martinez. Interview.

Comment est née votre passion pour le dessin ?

Au début des années 70, peu d'adultes lisaient des bandes dessinées, mais cela amusait mes parents. Je feuilletais leurs albums avant même de savoir lire. Je dessinais comme tous les enfants. Un jour, j'ai dû réussir un dessin assez bien pour qu'on l'affiche dans la cuisine. À cet âge-là, c'est plus fort que d'être au Louvre ! Je me suis senti tellement fier que j'ai commencé à dessiner tout le temps. J'adorais inventer des histoires. Je ne savais pas encore écrire, mais je demandais à ma sœur d'écrire dans les bulles. Lors des dimanches à table qui s'éternisaient, on me donnait un petit carnet et je dessinais. J'étais content, entouré des gens que j'aimais et qui valorisaient mes dessins. Je me sentais en sécurité. Mes parents m'ont toujours encouragé à dessiner, même si mon grand-père qui était peintre était vraiment trop bohème. Il a abandonné sa famille. Mon père, lui, était très responsable. Il est devenu policier. On avait l'impression qu'avec lui, rien ne pouvait nous arriver.



Aujourd'hui, dans mon atelier sous le toit, j'ai recréé, en plus grand, une espèce de chambre de rêve. Avec ma table à dessin, mes guitares, mes disques, mes bouquins et les dessins des gens que j'aime.

Pourquoi la musique, qui est aussi une passion, n'a-t-elle pas pris le dessus ?

La musique est arrivée plus tard, vers mes 12 ans. Au début, on louait une guitare. Mes parents pensaient que c'était une lubie. Après deux ans, j'ai eu droit à ma première guitare. De fil en aiguille, j'ai joué dans toutes sortes de formations. J'adore ça, même si je suis fondamentalement un solitaire. Le dessin correspond mieux à mon tempérament. Toutefois, ma compagne Valérie Martinez est musicienne. On a eu envie de jouer ensemble. Notre premier disque, *Automatic Songs*, est sorti fin mars.

Lorsque j'ai dessiné Titeuf réfugié pour mon blog, les gens étaient hyper touchés, alors que tous les jours ils voyaient exactement la même chose aux infos avec de vraies personnes.

Êtes-vous nostalgique de votre enfance ?

Non. J'étais pressé de grandir. Titeuf est arrivé par hasard quand je regardais, de mon atelier, des enfants jouer dans la cour de récréation de l'école Jacques-Dalphin à Carouge. C'est ainsi qu'est née l'idée du personnage. J'étais un ex-enfant, mais pas encore père de mes trois enfants. Je ne voulais pas raconter une jolie histoire ou un conte de fées comme un papa peut le faire. Le premier Titeuf ne donne pas la vision d'une enfance idéalisée. C'est une espèce de guide de survie de l'enfance. Je me suis rappelé que les enfants peuvent être cruels. Qu'il y a du harcèlement scolaire ou du racket. Que l'on est parfois bourreau, parfois victime. Au départ, Titeuf était plutôt destiné aux adultes. Je trouvais que cela faisait du bien d'aller revoir ces choses-là. D'en être un peu honteux, mais surtout d'en rire.

Les aventures de Titeuf suscitent le débat jusque dans les plus hautes sphères politiques. Qu'en pensez-vous ?

Il y a toujours eu des détracteurs de Titeuf, depuis le début. C'est une bande dessinée qui ressemble à une bande dessinée familiale dans laquelle on aborde des sujets qu'on n'y aborde pas habituellement. La sexualité, la puberté, les questions sociales, les questions sur la mort, sur le handicap, sur le chômage. Dès que l'on parle de sexe à des enfants, on déclenche des peurs terribles. Quand j'étais enfant, j'aurais aimé qu'on m'en parle. Bien sûr chacun-e a ses limites, mais être détesté par des gens avec qui on ne partage pas du tout les mêmes valeurs – cf. Bolso-

naro qui voulait interdire *Le Guide du zizi sexuel* –, ce n'est pas si mal.

En 2015, dans votre blog pour le journal *Le Monde*, vous avez transformé Titeuf en petit réfugié qui voit son père tué par une bombe. Pourquoi ?

Je trouve que la bande dessinée a aussi le rôle de poser des questions, d'amener une réflexion qui fait prendre un autre point de vue. Si vous montrez des statistiques sur les migrant-es et sur les réfugié-es, la plupart des gens gardent une distance. Avec la fiction, on est beaucoup plus perméable. Quand on lit une histoire, on va devenir le personnage de cette histoire. Lorsque j'ai dessiné Titeuf réfugié pour mon blog, les gens étaient hyper touchés, alors que tous les jours ils voyaient exactement la même chose aux infos avec de vraies personnes.





Pour aller plus loin

Quand vous étiez enfant, avez-vous côtoyé des personnes pauvres ou en marge de la société ?

Pas vraiment, même si ce que mon père nous racontait de son travail de policier nous évoquait une réalité assez anxiogène. C'est plus tard, quand j'étais jeune dessinateur, que j'ai rencontré beaucoup d'associations qui m'ont demandé de dessiner sur les gens dont elles s'occupaient. Cela concernait des chômeurs et des chômeuses, des personnes handicapées, des personnes âgées en passant par des réfugiés. Au début, j'avais peur de sortir de mon atelier, de rencontrer ces gens, pensant les déranger. Les dessiner et raconter leur histoire a été, au contraire, une porte pour entrer dans leur univers. Cette manière de faire a ensuite été mon guide. Le dessin m'a ouvert au monde.

Est-ce que selon vous un dessin peut aider les autres ?

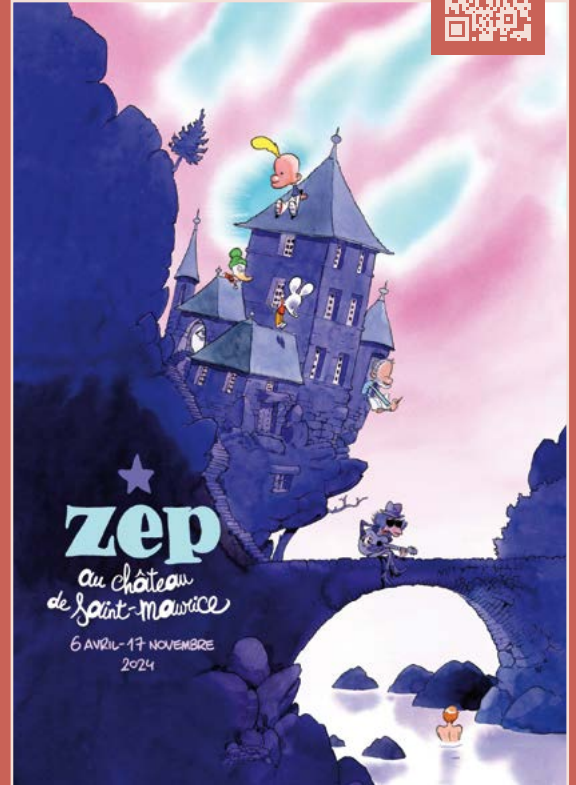
Je pense que cela peut participer à la compréhension du monde et des autres. Ado, j'étais le dessinateur de l'école. Deux élèves de deux classes différentes devaient se battre. Tout le monde attendait fébrilement ce moment. Je les ai dessinés et le dessin a circulé. Toute l'école s'est marrée, même eux. Ils ne se sont finalement pas battus. À ce moment-là, j'ai compris que le dessin pouvait avoir un certain pouvoir. ■



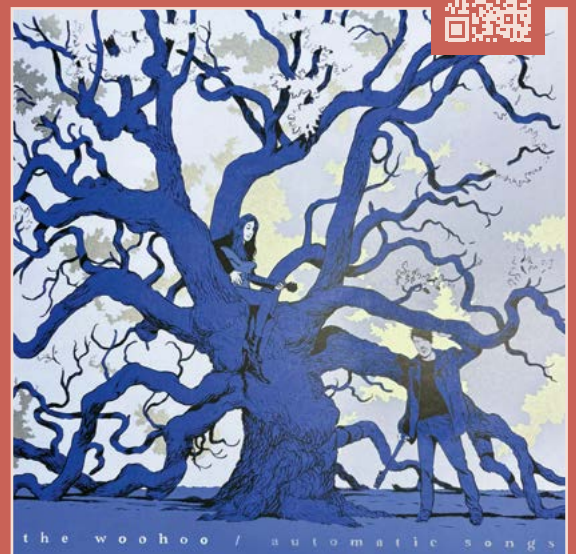
Zep en vidéo
pour Caritas.mag



Pour une grande exposition de son œuvre jusqu'au 17 novembre_



Pour l'album musical_



Pour le dernier Titeuf, tome 18_ Suivez la mèche, Éditions Glénat, 2023.

Pour son dernier roman graphique_ Ce que nous sommes, Éditions Rue de Sèvres, 2022.



Une mobilité sociale et durable

— Texte: Caritas Suisse et Corinne Jaquiéry

La Suisse doit concevoir une mobilité à la fois respectueuse du climat et abordable pour les personnes à faibles revenus.



Pour aller plus loin

Vers une mobilité respectueuse du climat et accessible à toutes et tous



Almanach social 2024



Dans une nouvelle prise de position début 2024, Caritas Suisse démontre qu'en matière de mobilité, un tournant écologique est nécessaire. Elle présente des propositions concrètes pour une mise en œuvre socialement acceptable.

La Loi sur le climat acceptée par le peuple l'été passé stipule que nos émissions doivent se réduire à zéro net d'ici 2050. Les mesures pour y arriver doivent être aménagées de manière socialement acceptable. La participation des personnes au marché du travail et à la vie sociale dépend étroitement de leur mobilité. Elle est actuellement fortement restreinte pour les personnes à faible revenu qui parcourent moins de la moitié des kilomètres parcourus par les personnes ayant des revenus élevés. «La Suisse a besoin d'une politique des transports pensée dans cette perspective de pauvreté», souligne Aline Masé, responsable du service de politique sociale de Caritas Suisse.

L'une des revendications centrales de Caritas est aussi qu'en cas d'introduction d'une taxe sur le CO₂ pour l'essence et le diesel, une grande partie des recettes soit redistribuée à la population. Il s'agit en effet de «récompenser» les personnes à faibles revenus pour leur comportement respectueux du climat.

Caritas plaide pour la création d'un fonds social pour le climat. Ce fonds serait alimenté par les recettes des systèmes d'échange de quotas d'émission, d'une éventuelle tarification de la mobilité et d'autres mesures basées sur les prix. «Ce fonds permettrait de financer des mesures d'accompagnement des ménages les plus démunis pour participer au tournant de la mobilité», souligne Aline Masé. Caritas estime aussi qu'il est urgent d'introduire des tarifs sociaux pour les transports publics. La CarteCulture de Caritas pourrait servir de justificatif. ■■■



Un instant de bonheur doit être savouré

— Texte: Corinne Jaquéry

Photo: Anne Sophie & Benoît de Rous

Irradiante de vie, la «slappeuse»* biennoise qui vient de sortir son troisième album *Algorithme* a le sens du partage.



«J'ai pris conscience qu'être solidaire avec les autres a forgé mon enfance. J'ai des parents qui ont toujours été dans le partage, notamment quand ils travaillaient dans une radio locale. Leur bonne humeur passait à travers les ondes. Maman a aussi créé Les Cartons du cœur pour le Jura bernois. Je pense que cet état d'esprit m'a imprégnée. Il m'a fait bifurquer dans la police avant de devenir artiste.

Je voulais être journaliste, mais je ne parvenais pas à trouver une place dans un média. Un lundi matin d'hiver, je rêvassais devant la fenêtre. J'ai vu passer une voiture de police qui roulait sous le soleil. Les planètes se sont alignées à ce moment précis! J'ai soudain réalisé que c'était un métier sans routine, sans chômage, fait pour aider la population et qui s'exerçait le plus souvent à l'extérieur. J'ai foncé pour me faire engager.

Au fil des ans, j'ai eu plusieurs interventions difficiles à supporter émotionnellement. J'étais un peu *tire-poisse*. Je ramenaient tout à la maison et cela me faisait du mal. Je songeais à quitter la police quand j'ai balancé *Luis Mariano*, mon premier morceau, sur internet. Très vite, la mayonnaise a pris. J'ai créé un label avec mon père qui gère la partie administrative à la perfection. Peu à peu, les dates de concert se sont multipliées.

Je ne pensais pas que la musique pouvait aider les gens comme je le faisais en étant policière, mais on vient souvent me dire que mes chansons devraient être remboursées par l'assurance. Je donne beaucoup sur scène. Je vois des personnes arriver avec le sourire à l'envers et repartir avec une banane. C'est la plus belle des récompenses. Ce sont des instants de bonheur partagés qui doivent être savourés. Un joli morceau de musique entendu à la radio peut aider à affronter la journée.» —

1989

Fanny Diercksen naît à Bienne.

2016

Compose son premier morceau. Devient Phanee de Pool.



2017

Premier album *Hologramme* au top 20 des ventes d'albums en Suisse romande.

2018

Enchaîne les concerts, du Stravinski à Paléo, de la Belgique en passant par la Corée du Sud.

2020

Album *Amstram* et un prix de l'Académie Charles Cros.

2023

3^e album *Algorithme*. Tous les albums chez Escales Records.

2024

Rempporte le Trophée Georges Brassens à Sète. Une première Suisse!

« Cela devient de l'extorsion »

— Texte: Sévane Haroutunian - Photo: Diana M Photography

En 2022, le Tribunal fédéral condamnait pénalement l'ancien administrateur d'une société de recouvrement pour des pratiques illicites. Éclaircissement sur ce cas et ces sociétés peu scrupuleuses.

Mandatées par des entreprises, les sociétés de recouvrement sont chargées de récupérer l'argent de factures impayées. Souvent agressifs, parfois illicites, les moyens utilisés pour contraindre les débiteurs et débitrices à payer sont régulièrement pointés du doigt. Par ailleurs, des « frais de recouvrement » exorbitants et surtout indus sont ajoutés qui viennent doubler, tripler, voire quadrupler la facture initiale, pouvant mettre des personnes en réelle difficulté, comme le constatent régulièrement les juristes et assistant-es sociaux-ales de Caritas Genève. Un récent arrêt du Tribunal fédéral* pourrait faire bouger les choses. Spécialiste de la question, Maître Grégoire Geissbühler nous livre quelques explications.

En décembre dernier, vous avez publié un article** sur cet arrêt du Tribunal fédéral. Pourquoi?

Pour une raison qui m'échappe, cet arrêt est passé sous les radars, alors qu'il traite de points importants quant à la pratique problématique de beaucoup de sociétés de recouvrement. J'ai donc décidé de le décortiquer afin de mettre en avant les enseignements qu'on peut tirer des prises de position du Tribunal fédéral dans ce jugement.

Pouvez-vous nous résumer en quelques mots cet arrêt et ses enseignements?

Il s'agit de la condamnation pénale, pour tentative d'extorsion, du directeur d'une société de recouvrement. L'arrêt souligne le procédé illicite élaboré pour récupérer de l'argent indu – courriers incessants, intimidation, menace de poursuites et de mise sous tutelle, etc. –, un procédé reconnu comme un acte de contrainte. Le fait de contraindre une personne à s'acquitter de sommes indues est

de l'extorsion. Et l'extorsion est un crime réprimé par le code pénal!

L'avancée notable, c'est que le Tribunal fédéral reconnaît la menace de poursuite et la poursuite comme un dommage sérieux: si la créance est indue, cela devient de l'extorsion. Le Tribunal reconnaît aussi les frais de recouvrement comme indus et leur réclamation, illicite. Même si ce n'est pas le cœur de l'arrêt, c'est écrit et ça fait donc jurisprudence.

Si on pousse le raisonnement, le fait de récupérer de manière régulière des sommes indues sous la contrainte, tel que le font ces sociétés en exigeant des frais de recouvrement, pourrait s'apparenter à de l'extorsion par métier; ça devrait en faire réfléchir certains.

Si on va encore plus loin, les banques aussi sont en danger. L'argent issu d'une extorsion est de l'argent sale. Or le passage d'argent sale et son utilisation deviennent du blanchiment. Au vu de cet arrêt, elles devraient commencer à examiner attentivement la relation bancaire qu'elles ont avec ces sociétés de recouvrement.

Quels conseils donner aux personnes qui reçoivent un courrier d'une de ces sociétés?

D'abord, ne pas paniquer. Une société de recouvrement n'a pas plus de pouvoir qu'un particulier. Il faut les descendre de leur piédestal et ne pas entrer dans le climat de peur qu'elles veulent instaurer. Ce n'est pas parce qu'une société de recouvrement est là que la situation sera pire ou meilleure.

Publicité



Vos partenaires à Genève:
cerutti-sanitaires.ch
cerutti-homedesign.ch

+41 22 737 33 17
info@cerutti-sanitaires.ch
info@cerutti-homedesign.ch

Grégoire Geissbühler, docteur en droit,
avocat et chargé de cours à l'Université
de Lausanne.



Ensuite, il faut systématiquement contester les frais de recouvrement: ils ne sont pas dus. Peu importe la manière dont ils sont présentés, ils sont abusifs. La seule chose qui est due est la facture initiale et les intérêts moratoires de 5% par année (éventuellement des frais de rappel, mais même là, les possibilités sont très limitées).

Ce que je conseille à mes clients, c'est de ne pas communiquer avec ces sociétés mais de se tourner vers l'entreprise initiale (le créancier de base).

Quelle réponse politique?

Pour l'instant, il n'y a pas de volonté des ministères publics de s'attaquer à ce problème, car les procédures sont extrêmement lourdes et longues. Il n'y a pas non plus de volonté du Conseil fédéral de statuer là-dessus. Paradoxalement, ce genre d'arrêt lui donne raison: pas besoin de légiférer puisqu'on peut saisir les tribunaux pénaux. Ce serait néanmoins beaucoup plus simple de prendre le système américain ou français. Les frais et méthodes de recouvrement agressives y sont condamnés par de grosses amendes, voire de la prison.

J'espère qu'avec cet arrêt, les choses vont bouger. Alors peut-être que ces sociétés vont évoluer et mieux s'autoréguler. ■■■

*Arrêt du Tribunal fédéral du 4 novembre 2022, causes 6B_1236/2021 et 6B_1246/2021

**G. Geissbühler, *Sociétés de recouvrement: (enfin) une réponse pénale?*, « Plaidoyer » 6/2023.

Publicité


COMPTOIR IMMOBILIER
RÉGISSEURS DEPUIS 1825

**NOTRE MISSION,
FAIRE VIVRE VOS PROJETS !**

www.comptoir-immo.ch



adidas



climacool



CARITAS Genève



Ian, Ramazan, Antoinette et Marco

Un refuge au calme pour le jeune Ramazan



17

— Texte: Mario Togni - Photos: Éric Roset

Accompagnée par Caritas Genève, la famille Gregori et de Perrot héberge un jeune réfugié afghan depuis fin novembre, en toute simplicité.

Ouvrir sa porte à des personnes réfugiées fut une évidence pour Marco, son fils Ian et sa compagne Antoinette. Après avoir déjà accueilli un couple puis une femme seule venus d'Ukraine, cette famille recomposée héberge depuis fin novembre 2023 Ramazan, un jeune réfugié afghan de 20 ans, dans son appartement du quartier de la Servette. Elle bénéficie du suivi de Caritas Genève dans le cadre de son programme d'accompagnement des personnes accueillant des réfugiés à domicile (lire p. 19).

En cas de problème, nous savons que l'on peut compter sur l'équipe, toujours disponible.

« La guerre en Ukraine a été un choc et nous nous sommes très vite portés candidats », se rappelle Marco Gregori. D'abord destiné aux réfugiés ukrainien-nes, le programme

de Caritas Genève a été élargi en 2023 aux personnes réfugiées de toute nationalité, avec l'objectif particulier d'offrir à de jeunes adultes (anciens mineurs non accompagnés) une alternative aux foyers d'hébergement collectif.

Publicité

ENTREPRISE GÉNÉRALE	
Arn, Wüthrich & Frigério s.a.	
BÉTON ARMÉ - MAÇONNERIE - GYPSERIE - PEINTURE	
15-17, rue du Tunnel - 1227 Carouge	
Tél. 022 732 23 94 - Fax 022 738 16 18	
e-mail: entreprise@awfsa.com	



Ian aide Ramazan pour ses devoirs de mathématiques.

À l'automne 2023, lorsque Caritas Genève propose à Marco et Antoinette d'accueillir Ramazan, ils se lancent sans hésiter. « La situation des Afghan-nes est au moins aussi tragique que celles des Ukrainien-nes, même si on en parle beaucoup moins, souligne le père de famille. Et puis, nous avons noué des liens de confiance avec l'équipe de Caritas dès le début. » En parallèle, Ramazan bénéficie du suivi d'une assistante sociale de l'Hospice général et suit des cours en classe d'accueil.

Le projet est porté par toute la famille, y compris Ian, 17 ans, qui est particulièrement investi dans l'aventure. « Malgré des parcours très différents, nous avons beaucoup de points communs avec Ramazan », raconte-t-il. Les deux mènent une activité sportive assez intensive : hockey sur gazon pour Ian et boxe anglaise pour Ramazan, trois fois par semaine. « Nous allons parfois courir, jouer au foot avec des amis et je l'aide parfois aussi pour ses devoirs de mathématiques. »

Au sein de sa nouvelle famille d'accueil, le jeune Afghan a trouvé une stabilité et une tranquillité bienvenues. Arrivé en Suisse à l'automne 2021 après un

parcours migratoire de plusieurs mois à travers l'Iran, le Pakistan, la Turquie, l'Italie et la France, il a vécu dans différents foyers collectifs en Suisse et à Genève, à partir de janvier 2022. Une expérience parfois difficile à vivre, admet-il à demi-mot. « C'est très différent ici, j'aime le calme. C'est mieux pour apprendre le français par exemple. »

La vie commune au sein du domicile d'accueil s'est mise en place très naturellement, à en croire les hôtes, et tout le monde y trouve son compte. « Ian l'aide pour les devoirs de math, moi pour ceux de français, explique Antoinette de Perrot. Durant la journée, chacun vit sa vie de son côté et nous nous retrouvons pour le repas du soir. Ramazan est très gentil et aidant. C'est assez simple en fait ! »

Le jeune homme dispose d'une chambre privative, condition *sine qua non* pour pouvoir accueillir une personne réfugiée à la maison. Malgré un appartement plutôt exigu en centre-ville, chacun y a sa place et son intimité. « C'est peut-être une goutte d'eau, mais si quelqu'un peut trouver grâce à nous un peu de répit, une tanière, c'est déjà beaucoup », souligne Marco.



Pour cette famille recomposée, dont plusieurs autres enfants adultes ont déjà quitté le nid familial, c'est aussi un projet commun autour des valeurs solidaires qui les unissent. « Notre idée n'était pas de faire un colloc, mais vraiment d'apporter notre soutien à un jeune qui en a besoin », ajoute Antoinette. Pour cela, leur engagement s'inscrit clairement dans le long terme, le temps que Ramazan termine une formation et gagne son autonomie.

Quant à l'accompagnement de Caritas Genève, il est « nécessaire et de qualité », jugent-ils. « Nous avons des échanges réguliers avec Pauline, notre personne de référence, et nous sommes soutenus. En cas de problème, nous savons que l'on peut compter sur l'équipe, toujours disponible. » ■■■

L'expérience vous intéresse ?

Accueillir chez soi une personne réfugiée, c'est :

- Lui offrir un espace sécurisant et bienveillant
- Faciliter son intégration
- Partager une expérience humaine

Vous bénéficiez de :

- L'accompagnement et le soutien des professionnel·les de Caritas Genève tout au long de l'accueil
- La sécurité d'un contrat de cohabitation
- Une indemnité financière mensuelle



Pour en savoir plus_
caritas-ge.ch/accueil-refugies
022 708 04 40
info@caritas-ge.ch

Publicité

**génération digitale,
+ qu'une copie
conforme**

devillard.ch

GED · COPIEURS · IT

devillard

montefusco & fils sa

Parquets
Revêtements de sols
Nettoyages

Boulevard d'Yvoy 1A - 1205 Genève
Tél. 022 320 44 44 - Fax 022 321 22 02

Julien 076 358 89 93
Antonio 079 624 34 05

info@entreprisemontefusco.ch
www.entreprisemontefusco.ch

Le bénévolat d'entreprise crée des liens

— Texte: Sévane Haroutunian - Photo: Jean-Michel Etchemaité

Journées Tri du cœur. Chaque année, Caritas Genève accueille des entreprises pour des journées de bénévolat offertes à leurs collaboratrices et collaborateurs.

De plus en plus d'entreprises offrent à leurs employé-es une journée ou deux par année sur leur temps de travail pour faire du bénévolat dans des associations à vocation sociale ou écologique, dont Caritas Genève. Ces entreprises proposent généralement un programme ou un catalogue avec différentes activités à choix. « Les Citizen days sont très appréciés et toujours pleins, nous leur proposons de choisir leur action parmi un catalogue de quinze à vingt projets », rapporte Julie, responsable du volet bénévolat au sein d'Indosuez. Même son de cloche du côté de la banque Pictet: « L'engouement est énorme, les gens s'inscrivent vite et il y a souvent plus de demandes que de places disponibles. Depuis 2021, nous avons formé un comité, dont les membres sont bénévoles, pour gérer le programme de bénévolat proposé aux collaborateurs et collaboratrices », explique Francine, responsable des activités de bénévolat à Genève.

Ces journées sont très appréciées des employé-es, car elles leur permettent de sortir de leur quotidien: « Ça vide la tête et nous sort de nos rythmes et cercles usuels. On rencontre des gens d'autres milieux, des collègues qu'on ne connaît pas, c'est physique et à la fin de la journée, on a l'impression d'avoir fait quelque chose d'humain et d'utile », confie un bénévole. Avant d'ajouter: « C'est une belle opportunité qui nous est offerte, ça montre le côté humain de la société et donne une dimension plus ouverte et agréable de la vie d'entreprise. » Ce sentiment est partagé par ses acolytes. « On a un autre rapport avec les collègues, en dehors des fonctions. Les barrières hiérarchiques tombent et on est tous à la même enseigne. Ça crée des liens et ça reste », confirme une de ses collègues.

Les barrières hiérarchiques tombent et on est tous à la même enseigne. Ça crée des liens et ça reste.

Alexandra, coordinatrice des événements entre Pictet et Caritas, nous explique la volonté de l'entreprise « de sensibiliser les personnes au bénévolat, notamment celles et ceux qui approchent de la retraite, et de leur faciliter un peu les démarches. » Mission réussie! C'est précisément ce que nous rapporte Leslie à l'occasion de l'une de ces journées: « Beaucoup de personnes aimeraient faire du bénévolat, mais ne savent pas comment s'y prendre ou ne peuvent pas s'engager de manière régulière sur du long terme. Mais c'est surtout une belle initiative de s'intéresser aux gens plutôt qu'aux choses, et un bon moyen de répondre aux valeurs de l'entreprise et de les promouvoir. »



Du côté des associations, recevoir des bénévoles est toujours un plaisir; ce sont des occasions d'échange. Mais encadrer des bénévoles demande aussi du temps et des ressources. Pour Cristina, responsable du tri vêtements à Caritas Genève, «c'est un super coup de main. Ça nous aide beaucoup, mais ça demande aussi un gros travail de préparation en amont et de rangement après coup. Mais ce sont de vrais moments de partage, conviviaux et sympathiques, où on est tous embarqués dans la même aventure. On travaille, mais on fait aussi une visite des lieux, on explique le processus, on mange ensemble à midi... Certains reviennent plusieurs fois, on crée des liens.»

Rosa, responsable des boutiques La Recyclerie, profite de la pause-café pour présenter l'association et mener la visite: «Il y a de belles interactions: les gens sont intéressés, posent des questions... Et ça crée des connexions pour d'autres secteurs de l'institution.»

Lors de ces journées, une petite équipe vient donc prêter main-forte aux différents secteurs de notre centre de tri à Plan-les-Ouates. Tri de vêtements, chaussures, accessoires, tri de vaisselle, bibelots, etc. «Pour le secteur vaisselle, c'est du premier tri, c'est très facile et visuel: objet cassé ou non, réunir les ensembles, etc. Pour les vêtements, c'est un peu différent, le premier tri requiert certaines connaissances; du coup, on les fait venir plutôt pour le second tri, au moment du changement de saison par exemple, pour regrouper par couleurs ou par formes», explique Rime, collaboratrice chez Caritas Genève.

Les bénévoles sont ravis de leur journée Tri du cœur. Amy vient pour la troisième fois. «J'aime beaucoup revenir ici, tout le monde est très gentil et c'est toujours un plaisir. J'aime surtout venir pour Thanksgiving, car c'est une fête importante dans mon pays et c'est ma manière de marquer cette journée en donnant», confie l'Américaine. Elle raconte également que depuis qu'elle vient ici, elle donne différemment: «Ça me fait plaisir de connaître l'étape qui suit, après avoir donné mes affaires. Et j'ai été surprise, car même si elles sont tachées ou trouées, on peut les recycler, ça part dans d'autres canaux. Maintenant, j'ai changé ma manière de donner, je trie déjà chez moi; je fais des sacs différents. Puis je viens ici avec mes enfants pour déposer nos affaires et les emmène dans la brocante faire un tour, ça a du sens... La boucle est bouclée.»



Les collaboratrices et collaborateurs bénévoles de la Banque Pictet pendant une journée Tri du cœur.

Publicité



BDD & Cie
Régisseurs Privés
depuis 1871

+41 22 545 66 66
info@bdd.ch www.bdd.ch

Besson, Dumont, Delaunay & Cie SA
Route du Grand Lancy 6A,
1227 Les Acacias

Bienvenue
chez BDD & Cie,
la régie genevoise
à dimension humaine



**Votre confort,
notre métier**

BOSSON+RAPO SA
Installation de chauffages
Révision de citernes
www.bossonrapo.ch

Bosson+Rapo SA
Ch. de la Marbrerie 6
CH - 1227 Carouge
Tél: 022.343.88.91
Mail: info@bossonrapo.ch

- Dépannages 24h sur 24h
- Installations et révisions de citernes
- Solaire thermique
- Installations thermiques toutes énergies
- Surveillances de chaufferies
- Bilans énergétiques
- Pompes à chaleur Géothermie - Aérothermie
- Demandes d'autorisation

Appels à votre soutien

Caritas Genève compte sur votre générosité pour donner un coup de pouce à des personnes ou à des familles en difficulté.

— 186

Petit budget et grosses factures

Monsieur Dias occupe depuis 2022 un emploi sur appel grâce auquel il a obtenu un permis de séjour. Il est régulièrement appelé, mais le nombre d'heures par jour est faible. Il y a un an, son épouse et sa fille l'ont rejoint à Genève. Il souhaitait demander un regroupement familial, mais les conditions ne sont pas remplies. Pour cette raison, la famille n'a pas accès à certains droits qui pourraient compléter ses revenus et les opportunités d'emploi pour Madame sont faibles. La famille parvient à faire face à ses charges courantes. Toutefois, il n'est pas possible d'assurer le paiement des factures Serafe et de l'assurance-ménage qui viennent d'arriver et dont le total se monte à **635 fr.** Votre aide permettrait à cette famille de bénéficier de la couverture d'assurance et de ne pas avoir de dettes. Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à la situation de la famille Dias.

Christine Egger

— 187

Délai pénalisant

Céline est mère de deux enfants de 6 et 8 ans. Depuis des années, elle enchaîne les contrats temporaires en tant qu'aide-soignante. Son salaire est complété par le chômage suite à la perte de l'un de ses emplois il y a deux ans. Arrivée en fin de droit, elle a effectué une nouvelle demande d'indemnité qui a été acceptée. Cependant, le délai de réponse de la caisse de chômage l'a mise dans une situation financière difficile. Durant trois mois, elle a réglé ses factures et assuré l'entretien de sa famille avec des revenus en dessous du minimum vital. Aujourd'hui, elle a pu rééquilibrer son budget, mais n'est pas en mesure de couvrir les deux derniers mois de primes d'assurance-maladie impayées. Céline a donc un besoin urgent de **700 fr.** pour être totalement à jour. Un grand merci.

Gianna De Mita

— 188

Remplacer les meubles perdus

Françoise est mère célibataire et élève seule son fils Patrick. Travaillant dans l'hôtellerie, ses revenus lui permettent de vivre, mais très modestement. Ayant connu d'importants problèmes pour trouver un logement, elle a dû se résoudre à sous-louer un appartement pour un prix abusif. S'est ensuivi un retard de loyer, soldé par un changement de serrure. Heureusement, elle a trouvé une solution de relogement abordable avec un bail à son nom et la famille a pu emménager. Cependant, elle n'a jamais pu récupérer ses affaires, gardées par le logeur. Elle s'épuise dans des procédures, au succès très hypothétique, mais en attendant, elle se retrouve dans un appartement sans meubles ni matériel. Une aide de **1500 fr.** lui permettrait de se procurer l'essentiel. Tout soutien est bienvenu. D'avance et pour eux, nous vous disons merci.

Miguel Kessler

— 189

Choix difficile

Auguste travaille depuis des années dans la restauration. Depuis son divorce en 2015, il n'arrive plus à faire face à ses factures avec son petit revenu. Ne payant plus son assurance-maladie depuis longtemps, il se retrouve aux poursuites avec une saisie sur salaire. Il y a peu, il a dû envoyer de l'argent dans son pays d'origine afin que son père, tombé gravement malade, puisse être hospitalisé. Pour réunir cet argent, Auguste a fait le choix difficile de ne pas payer deux mois de loyer. Il n'a pas les moyens de rattraper ce retard et a reçu une mise en demeure. C'est pourquoi une aide de **1690 fr.** serait la bienvenue, qui lui permettrait de couvrir ces deux loyers et de lui éviter de se retrouver à la rue. Merci pour votre généreux soutien.

Natalia Astorga

— 190
Goal 2024

Dawit a 13 ans. Il est arrivé à Genève en 2020 avec sa maman, ses deux frères et sa sœur, pour rejoindre leur père grâce à une procédure de regroupement familial. En dépit de la difficulté de leur vécu, de celle de construire une nouvelle vie et de retrouver un équilibre familial, nos bénéficiaires ont fait leur place et partagent un quotidien serein. Le père de Dawit gagne suffisamment pour assumer les charges courantes de sa famille. Cependant, avec l'augmentation du coût de la vie, il ne peut plus payer les cotisations des cours de foot de son fils. Dawit joue en qualité de gardien dans le même club depuis qu'il est arrivé en Suisse et rêve de continuer. Les cotisations en souffrance sont de **460 fr.** Un immense merci si vous aviez la possibilité de permettre à Dawit de rester tout près de son but.

Nina Marin

— 191
Jeune adulte en difficulté

Devrim a terminé sa maturité professionnelle dans l'administration l'été dernier. Aujourd'hui, il recherche activement un emploi, mais sans succès, car il ne peut produire un extrait de poursuites vierge. Alors qu'il était majeur, mais encore en formation, sa mère se chargeait de payer ses factures mais a manqué certaines primes d'assurance-maladie. Avec ses premières modestes indemnités du chômage, il a pu régler une partie du retard, mais il est très inquiet car il ne sait pas comment payer le soldé. Aussi, nous faisons appel à votre générosité et vous demandons une aide de **690 fr.** afin d'aider Devrim à se mettre à jour avec son assurance-maladie. Un grand merci pour ce jeune homme motivé qui souhaite plus que tout trouver un travail et se créer un avenir meilleur.

Sandra Fraga

— 192
Pour redémarrer le système

Bastien est un adolescent vif à l'esprit curieux qui adore les ordinateurs, raison pour laquelle sa maman Juliette a décidé de l'inscrire à un cours d'informatique pour qu'il apprenne à créer des sites internet et à coder des applications pour smartphones. Actuellement, Juliette se trouve au chômage et doit faire face à une baisse importante de ses revenus. Elle n'est malheureusement pas en mesure d'assumer le prix de cette formation qui permet à son garçon de pratiquer une activité qui l'intéresse. Afin de financer le cours de Bastien et lui permettre de poursuivre sa passion, nous recherchons une contribution financière d'un montant de **360 fr.** Au nom de Bastien, nous vous remercions chaleureusement pour votre précieuse contribution.

Sandra Fraga

— 193
Arnaque sur internet

Madame Favre profite de sa retraite et vit aujourd'hui de sa rente AVS ainsi que des prestations complémentaires. Le mois passé, elle a malheureusement été arnaquée sur internet. Elle a été contactée par un «ami» via Facebook, et ce dernier lui a demandé des sous pour «débloquer son téléphone», via Twint. Les escrocs ont ainsi eu accès à son code et cela leur a permis de retirer 2500 fr. de son compte bancaire. Cela s'est passé juste avant de régler ses factures et elle se retrouve désormais très embêtée. Grâce à ses économies, elle a pu régler la majorité de ses factures, en dehors de son loyer. C'est pour aider Madame Favre à régler cette facture de **1388 fr.** que nous vous sollicitons aujourd'hui. Le moindre montant lui serait grandement utile! D'avance un grand merci.

Samirah Sbaï



Adresses

Permanence sociale
Prise de rendez-vous
uniquement par téléphone
du lundi au jeudi à 9 h
au 0800 022 444 (N° gratuit)

Permanences juridiques
(Généraliste et asile)
Prise de rendez-vous
par téléphone
le lundi à 9 h
au 0800 022 444 (N° gratuit)

Épicerie Plainpalais
Rue de Carouge 51-53 (Passage)
1205 Genève
Téléphone 022 708 04 63

Épicerie Servette
Avenue De-Luserna 13
1203 Genève
Téléphone 022 322 05 69

Lundi à vendredi 9 h – 18 h 30
Samedi 9 h – 17 h 30

www.caritas-ge.ch



Je fais
un don!



IBAN
CH38 0900 0000 1200 2726 2

Merci de votre
générosité!

Votre don, quel que soit son montant, permet à Caritas Genève de poursuivre son action.
En utilisant le bulletin code QR avec la mention **Appels à votre soutien**, vous contribuez à aider les personnes ou familles en difficulté dont la situation est présentée ici ou une situation similaire en cas de solde excédentaire.

pourquoi
on hébergerait des réfugiés
dans notre appartement?



et pourquoi pas ?

si ça peut aider pendant 3 mois

CARITAS Genève

vous soutient et vous
accompagne tout au long
de l'hébergement

